



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DF DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Décembre 2017 définitive



MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS



DF DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses du budget général par titres et catégories	6
Dépenses du budget général par missions et programmes	7
Recettes	10
Recettes fiscales du budget général	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -67,668 Md€

Le solde d'exécution budgétaire au 31 décembre 2017 s'élève à -67,668 Md€ contre -70,549 Md€ au 31 décembre 2016 à périmètre constant. Cette évolution s'explique par une hausse des dépenses nettes de

10,331 Md€, une augmentation des recettes nettes de 14,387 Md€ et une variation du solde des comptes spéciaux de -1,265 Md€ et du solde des budgets annexes de +0,091 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 326,775 Md€

Les principales dépenses de l'année par mission

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 70,329 Md€, dont 32,436 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » et 21,574 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » ;

✓ Mission **Engagements financiers de l'Etat** : 42,351 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (41,697 Md€) ;

✓ Mission **Défense** : 42,258 Md€, partagés essentiellement entre les programmes « Soutien de la politique de la Défense » pour 22,346 Md€, « Equipement des forces » pour 10,005 Md€ et « Préparation et emploi des forces » pour 8,537 Md€ ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 27,202 Md€, principalement au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (13,134 Md€) ;

Les dépenses nettes au 31 décembre 2017 s'élèvent à 326,775 Md€ contre 316,444 Md€ au 31 décembre 2016 à périmètre constant. Cette évolution (+10,331 Md€) résulte notamment des hausses des dépenses d'intervention (+4,460 Md€, principalement au titre des programmes « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » et « Economie et développement durable des entreprises

✓ Mission **Sécurités** : 19,508 Md€, partagés essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 10,311 Md€ et « Gendarmerie nationale » pour 8,654 Md€ ;

✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 19,019 Md€, partagés essentiellement entre les programmes « Handicap et dépendance » pour 10,980 Md€ et « Inclusion sociale et protection des personnes » à hauteur de 6,546 Md€ ;

✓ Mission **Egalité des territoires et logement** : 18,089 Md€, essentiellement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (15,515 Md€) ;

✓ Mission **Travail et emploi** : 15,580 Md€, partagés essentiellement entre les programmes « Accès et retour à l'emploi » pour 7,688 Md€ et « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » à hauteur de 7,120 Md€.

agricoles, agroalimentaires et forestières »), de personnel (+4,459 Md€, conformément aux prévisions), et de fonctionnement (+0,705 Md€, principalement au titre des programmes « Développement des entreprises et du tourisme » et « Economie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestières »).

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 253,427 Md€

Les principales recettes de l'année (nettes de R et D*)

TVA : 152,419 Md€ ;

IR : 73,020 Md€ ;

IS : 35,715 Md€ ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 31,280 Md€, dont 12,830 Md€ de droits de mutations à titre gratuit et 9,523 Md€ au titre des autres taxes intérieures (essentiellement la TICFE) ;

Autres impôts directs et taxes assimilées : 13,119 Md€, dont 5,067 Md€ au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune ;

Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques : 11,114 Md€ ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -43,781 Md€, dont -30,877 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF) ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -16,380 Md€.

* nettes de R et D : nettes de remboursements et dégrèvements



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 295,633 Md€

Les recettes fiscales nettes au 31 décembre 2017 s'élèvent à 295,633 Md€ contre 284,592 Md€ au 31 décembre 2016 à périmètre constant.

Cette évolution (+11,041 Md€) s'explique notamment par les hausses des recettes de TVA nette pour 7,842 Md€, des droits d'enregistrement, timbre, autres contributions

et taxes indirectes pour 6,333 Md€ (montant essentiellement lié à la hausse des autres taxes intérieures, notamment la TICFE), d'IS net pour 5,725 Md€ et d'R net pour 1,267 Md€.

Cette augmentation est partiellement compensée par des baisses de recettes de TICPE (-4,742 Md€).

Recettes non fiscales : 13,818 Md€

Les recettes non fiscales au 31 décembre 2017 s'élèvent à 13,818 Md€ contre 16,238 Md€ au 31 décembre 2016.

Cette variation (-2,420 Md€) est marquée par la diminution des recettes non fiscales diverses de 2,444 Md€ (principalement les reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur), la baisse des produits du domaine de l'Etat de 0,883 Md€ (principalement les redevances d'usage des fréquences

radioélectriques) et la baisse des remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières à hauteur de 0,429 Md€ (en particulier, les intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers).

Ces mouvements sont néanmoins compensés par l'augmentation des dividendes et recettes assimilées pour 1,450 Md€, due aux produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières (+1,405 Md€).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -60,161 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -60,161 Md€ au 31 décembre 2017 contre -65,423 Md€ au 31 décembre 2016. Cette évolution (+5,262 Md€)

s'explique notamment par de moindres prélèvements au profit des collectivités territoriales (+2,647 Md€) et de l'Union européenne (+2,616 Md€).

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : 5,530 Md€

Au 31 décembre 2017, le solde des comptes spéciaux s'établit à 5,530 Md€ contre 6,795 Md€ au 31 décembre 2016.

Cette variation (-1,265 Md€) s'explique essentiellement par la diminution du solde des comptes de concours financiers (-3,319 Md€, avec notamment le compte « Prêts à des Etats étrangers » en baisse de -2,414 Md€ et le compte « Avances aux collectivités territoriales » en

baisse de -1,220 Md€) et des comptes d'affectation spéciale (-1,641 Md€, avec notamment le compte « Participations financières de l'Etat » en baisse de 2,027 Md€).

Ces mouvements sont néanmoins compensés par l'augmentation du solde des comptes de commerce (+3,712 Md€, notamment en raison des recettes au compte « Soutien financier au commerce extérieur »).

Budgets annexes au 31 décembre : 0,150 Md€

Au 31 décembre 2017, le solde des budgets annexes s'établit à 0,150 Md€ contre 0,059 Md€ au 31 décembre 2016.

Cette variation (+0,091 Md€) s'explique principalement par l'augmentation du solde du budget annexe « Contrôle

et exploitation aériens » (BACEA) qui présente un solde de 0,115 Md€ en fin d'année 2017 (+0,081 Md€), alors que le solde du budget annexe « Publication officielle et information administrative » (BAPOIA) s'élève à 0,035 Md€ (+0,010 Md€)

Correspondants du Trésor et personnes habilitées au 31 décembre : 107,075 Md€

Au 31 décembre 2017, les dépôts des correspondants du Trésor et personnes habilitées s'établissent à 107,075 Md€ contre 102,324 Md€ à fin décembre 2016.

Cette évolution (+4,751 Md€) résulte de la hausse des comptes de dépôts des collectivités et établissements publics locaux (CEPL) pour 4,148 Md€, des

gouvernements étrangers et organismes à l'étranger pour 3,031 Md€ et des établissements publics nationaux (EPN) pour 1,883 Md€.

Cette augmentation est compensée par la baisse des comptes de dépôt de fonds des autres correspondants du Trésor et comptes rattachés pour 4,524 Md€.

Dettes financières de l'Etat au 31 décembre : 1 693,301 Md€

Les principaux flux nets positifs enregistrés au cours de l'année 2017 concernent les OAT (émissions nettes de remboursements de 108,465 Md€). Les montants nets des

BTF ont diminué de 7,452 Md€ depuis le début de l'année. Les BTAN ont été intégralement remboursés pour un montant net de 35,50 Md€.



	Prévisions annuelles	Cumul à fin décembre			Renvoi Page
	2017	2017	2016 retraité	2016 exécuté	
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-74 108	-67 668	-70 549	-68 996	5
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors BA et FMI)	-74 133	-67 818	-70 608	-69 056	5
Dépenses du Budget général (nettes de R et D)	327 238	326 775	316 444	314 361	6
Recettes du Budget général (nettes de R et D)	247 896	253 427	239 040	238 510	10
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	72 556	73 020	71 753	71 751	
- IS *	33 176	35 715	29 990	29 990	
- TVA	151 381	152 419	144 577	144 439	
Solde des Comptes spéciaux (hors FMI)	5 209	5 530	6 795	6 795	15
Solde des Budgets annexes	25	150	59	59	
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées		107 075			16
Dette financière de l'Etat		1 693 301			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Prévisions annuelles	Cumul à fin décembre		
	2017	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics		991	988	988
Dépenses de personnel		127 612	123 153	123 191
Dépenses de fonctionnement		53 807	53 102	52 760
Charges de la dette de l'Etat		41 697	41 447	41 447
Dépenses d'investissement		11 124	11 000	11 000
Dépenses d'intervention		90 062	85 602	83 824
Dépenses d'opérations financières		1 481	1 151	1 151
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	327 238	326 775	316 444	314 361
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	291 322	295 633	284 592	284 097
Recettes non fiscales	13 440	13 818	16 238	16 238
Prélèvements sur recettes	-60 796	-60 161	-65 423	-65 457
Fonds de concours	3 930	4 136	3 632	3 632
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	247 896	253 427	239 040	238 510
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	308 692	313 587	304 463	303 967
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-79 342	-73 348	-77 404	-75 851
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	392	1 250	2 891	2 891
Solde des comptes de concours financiers	899	263	3 582	3 582
Solde des comptes de commerce	3 860	3 959	247	247
Solde des comptes d'opérations monétaires	59	-667	-10 280	-10 280
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	5 209	5 530	6 795	6 795
Budgets annexes				
- Contrôle et exploitation aériens	10	115	34	34
- Publications officielles et information administrative	15	35	25	25
SOLDE DES BUDGETS ANNEXES (V)	25	150	59	59
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors BA et FMI) (VI = III + IV)	-74 133	-67 818	-70 608	-69 056
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (VII = III + IV + V)	-74 108	-67 668	-70 549	-68 996



	Prévions annuelles	Cumul à fin décembre		
	2017	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL		127 612	123 153	123 191
Rémunérations d'activité		73 005	70 568	70 587
Cotisations et contributions sociales		53 888	51 851	51 869
Prestations sociales et allocations diverses		719	734	735
AUTRES TITRES		199 163	193 290	191 171
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics		991	988	988
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement		53 807	53 102	52 760
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		26 057	25 985	25 873
Subventions pour charges de service public		27 750	27 117	26 887
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat		41 697	41 447	41 447
Intérêts de la dette financière négociable		0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable		0	0	0
Charges financières diverses		41 697	41 447	41 447
Titre 5 - Dépenses d'investissement		11 124	11 000	11 000
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat		8 575	9 074	9 073
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat		2 548	1 927	1 927
Titre 6 - Dépenses d'intervention		90 062	85 602	83 824
Transferts aux ménages		43 742	39 861	40 781
Transferts aux entreprises		16 726	14 985	12 654
Transferts aux collectivités territoriales		7 901	7 262	7 130
Transferts aux autres collectivités		21 659	23 433	23 127
Appels en garantie		35	61	133
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières		1 481	1 151	1 151
Prêts et avances		281	93	93
Dotations en fonds propres		637	496	496
Dépenses de participations financières		564	562	562
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	327 238	326 775	316 444	314 361



unité : million d'€	Prévisions annuelles 2017		Cumul à fin décembre 2017		Cumul à fin décembre 2016 retraité
	AE	CP	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	2 827	2 821	2 832	2 837	3 275
Action de la France en Europe et dans le monde	1 789	1 784	1 790	1 789	2 062
Diplomatie culturelle et d'influence	657	657	671	676	712
Français à l'étranger et affaires consulaires	381	380	372	372	357
Conférence "Paris Climat 2015" (1)	0	0	0	0	144
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	3 155	3 156	3 030	3 020	2 763
Administration territoriale	1 734	1 719	1 725	1 705	1 665
Vie politique, culturelle et associative	461	455	381	371	222
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	960	982	924	944	877
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	4 345	4 482	4 616	4 636	3 613
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires (1)	0	0	0	0	1 679
Economie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestières (2)	3 050	3 192	3 329	3 358	725
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	626	625	634	626	551
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	670	665	654	653	658
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	3 688	2 451	3 683	2 492	4 850
Aide économique et financière au développement	2 153	924	2 154	932	891
Solidarité à l'égard des pays en développement	1 535	1 527	1 529	1 560	1 551
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement (1)	0	0	0	0	2 408
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	2 513	2 508	2 510	2 503	2 590
Liens entre la Nation et son armée	37	37	36	35	38
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	2 379	2 374	2 379	2 374	2 457
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	98	98	94	94	95
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	666	661	656	645	624
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	409	406	400	388	378
Conseil économique, social et environnemental	41	41	41	41	41
Cour des comptes et autres juridictions financières	215	214	214	215	206
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	211	24	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	211	24	0	0	0
CULTURE	2 881	2 840	2 908	2 849	2 729
Patrimoines	932	875	931	878	864
Création	782	778	780	784	749
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	1 168	1 187	1 196	1 187	1 116
DEFENSE	43 934	41 431	43 867	42 258	41 146
Environnement et prospective de la politique de défense	1 532	1 336	1 429	1 370	1 326
Préparation et emploi des forces	9 516	8 441	8 687	8 537	8 346
Soutien de la politique de la défense	22 672	22 379	22 478	22 346	21 640
Equipement des forces	10 214	9 275	11 272	10 005	9 834
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	1 562	1 434	1 437	1 365	1 344
Coordination du travail gouvernemental	680	694	606	619	588
Protection des droits et libertés	97	92	85	90	94
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	784	648	746	656	662
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	10 609	10 748	11 612	11 896	11 161
Infrastructures et services de transports	4 358	4 389	4 648	4 633	4 406
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	177	159	172	168	158
Météorologie (1)	0	0	0	0	190
Paysages, eau et biodiversité	257	252	256	266	243
Expertise, information géographique et météorologie (2)	480	480	480	480	93
Prévention des risques	146	150	154	147	-33
Energie, climat et après-mines	412	484	410	636	464
Service public de l'énergie	2 545	2 544	2 545	2 544	2 366
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	2 235	2 290	2 946	3 023	3 273



Mission / Programme	Prévisions annuelles 2017		Cumul à fin décembre 2017		Cumul à fin décembre 2016 retraité
	AE	CP	AE consommées	CP consommés	CP consommés
unité : million d'€					
ECONOMIE	3 766	3 354	3 781	3 465	1 882
Développement des entreprises et du tourisme	2 465	2 464	2 504	2 575	1 029
Plan "France Très haut débit"	413	8	394	8	-13
Statistiques et études économiques	460	454	453	448	444
Stratégie économique et fiscale	428	428	430	434	422
EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT	18 994	19 001	18 127	18 089	17 976
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	2 018	2 016	2 071	1 963	1 791
Aide à l'accès au logement	15 515	15 515	15 515	15 515	15 357
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	680	689	541	611	828
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'habitat durable (2)	781	781	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	42 199	42 358	42 127	42 351	41 849
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	41 824	41 824	41 697	41 697	41 447
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	36	36	35	35	49
Epargne	97	97	97	97	123
Majoration de rentes	144	144	261	261	32
Dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité	87	87	87	87	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	12	171	-50	174	198
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	70 522	70 519	70 283	70 329	67 730
Enseignement scolaire public du premier degré	21 576	21 576	21 574	21 574	20 442
Enseignement scolaire public du second degré	32 553	32 553	32 437	32 436	31 465
Vie de l'élève	5 199	5 192	5 169	5 168	4 906
Enseignement privé du premier et du second degrés	7 477	7 477	7 477	7 477	7 255
Soutien de la politique de l'éducation nationale	2 310	2 314	2 229	2 278	2 292
Enseignement technique agricole	1 406	1 406	1 396	1 396	1 370
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	11 024	10 891	10 914	10 943	10 851
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	8 161	8 027	8 049	8 057	7 996
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	1 163	1 162	1 185	1 177	989
Facilitation et sécurisation des échanges	1 498	1 482	1 511	1 515	1 547
Entretien des bâtiments de l'Etat (1)	0	0	0	0	128
Fonction publique	202	221	169	194	191
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	1 584	1 440	1 608	1 461	1 133
Immigration et asile	1 395	1 251	1 419	1 272	913
Intégration et accès à la nationalité française	189	189	188	189	220
INVESTISSEMENTS D'AVENIR (3)	10 000	0	5 080	0	0
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche (3)	2 900	0	2 000	0	0
Valorisation de la recherche (3)	3 000	0	880	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises (3)	4 100	0	2 200	0	0
JUSTICE	10 568	8 315	9 056	8 375	8 070
Justice judiciaire	3 367	3 286	3 274	3 292	3 244
Administration pénitentiaire	5 637	3 489	4 247	3 532	3 349
Protection judiciaire de la jeunesse	830	811	822	813	797
Accès au droit et à la justice	380	380	381	379	339
Conduite et pilotage de la politique de la justice	351	347	329	355	336
Conseil supérieur de la magistrature	4	4	3	4	4
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	547	542	558	549	526
Presse et médias (2)	274	272	282	275	231
Livre et industries culturelles	273	271	277	274	265
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique (1)	0	0	0	0	29
OUTRE-MER	2 175	2 099	2 020	2 030	1 901
Emploi outre-mer	1 292	1 296	1 296	1 297	1 247
Conditions de vie outre-mer	883	803	725	733	653



unité : million d'€	Prévisions annuelles 2017		Cumul à fin décembre 2017		Cumul à fin décembre 2016 retraité
	AE	CP	AE consommées	CP consommés	CP consommés
POLITIQUE DES TERRITOIRES	790	647	732	631	684
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	357	223	323	215	258
Interventions territoriales de l'Etat	49	41	43	47	36
Politique de la ville	384	383	366	369	390
POUVOIRS PUBLICS	991	991	991	991	988
Présidence de la République	100	100	100	100	100
Assemblée nationale	518	518	518	518	518
Sénat	324	324	324	324	324
La Chaîne parlementaire	35	35	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	14	14	14	14	10
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	1	1	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	26 756	26 725	26 723	27 202	26 073
Formations supérieures et recherche universitaire	13 176	13 140	13 148	13 134	12 808
Vie étudiante	2 645	2 648	2 643	2 644	2 547
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	6 537	6 441	6 537	6 596	6 175
Recherche spatiale	1 453	1 453	1 453	1 453	1 363
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	1 571	1 632	1 571	1 903	1 665
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	761	802	768	862	905
Recherche duale (civile et militaire)	166	161	161	167	167
Recherche culturelle et culture scientifique	112	113	112	113	118
Enseignement supérieur et recherche agricoles	334	333	330	330	325
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	6 330	6 330	6 330	6 330	6 320
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	4 071	4 071	4 075	4 075	4 066
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	828	828	828	828	825
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	1 431	1 431	1 427	1 427	1 429
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	4 299	3 222	4 373	3 389	2 700
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	3 968	2 925	3 935	2 930	2 459
Concours spécifiques et administration	331	297	438	459	241
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	113 282	113 282	112 573	112 573	103 326
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	100 822	100 822	99 909	99 909	90 618
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	12 460	12 460	12 664	12 664	12 708
SANTE	1 250	1 250	1 253	1 249	1 381
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	437	436	441	437	543
Protection maladie	813	814	812	812	838
SECURITES	19 719	19 458	19 760	19 508	18 773
Police nationale	10 387	10 276	10 398	10 311	9 950
Gendarmerie nationale	8 820	8 636	8 844	8 654	8 304
Sécurité et éducation routières	35	35	35	35	32
Sécurité civile	476	511	483	508	486
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	18 960	18 970	18 984	19 019	17 826
Inclusion sociale et protection des personnes	6 542	6 541	6 546	6 546	5 665
Handicap et dépendance	10 973	10 975	10 978	10 980	10 667
Egalité entre les femmes et les hommes	22	22	21	22	23
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	1 423	1 432	1 438	1 470	1 471
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	782	785	782	784	697
Sport	239	242	241	243	263
Jeunesse et vie associative	543	543	541	540	434
TRAVAIL ET EMPLOI	16 395	16 089	15 628	15 580	14 988
Accès et retour à l'emploi	7 662	7 852	7 442	7 688	8 508
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	7 982	7 438	7 459	7 120	5 715
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	35	73	44	84	84
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	716	725	684	687	681
<i>Reports de crédit 2016 non consommés</i>		1 697			
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	457 324	440 520	448 833	439 348	419 769
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	344 042	327 238	336 260	326 775	316 444

(1) suppression en 2017
(2) changement de libellé en 2017
(3) création en 2017



	Prévisions annuelles	Cumul à fin décembre		
	2017	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	77 313	77 622	76 557	76 554
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	3 006	3 222	2 957	2 957
Impôt sur les sociétés (C)	64 411	66 097	57 774	57 774
Impôt sur les sociétés	63 122	64 773	56 616	56 616
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	1 289	1 324	1 158	1 158
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	12 838	13 119	12 967	12 967
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	964	1 017	628	628
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	3 715	3 707	3 524	3 524
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	1	1	1	1
Impôt de solidarité sur la fortune	5 070	5 067	5 051	5 051
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	33	33
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	80	80	94	94
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	14	16	8	8
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	16	24	15	15
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	32	30	31	31
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	76	75	80	80
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	285	286	187	187
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	2	4	4	4
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	5	4	12	12
Recettes diverses	2 579	2 809	3 300	3 300
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	10 872	11 114	15 856	15 878
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	204 367	205 751	196 861	196 722
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	31 797	31 280	24 947	24 569
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	490	449	516	516
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	163	169	154	154
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	1	1	1	1
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	9	25	9	9
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	2 145	2 273	1 799	1 799



	Prévisions annuelles	Cumul à fin décembre		
	2017	2017	2016 retraité	2016 exécuté
	unité : million d'€.			
Mutations à titre gratuit par décès	11 043	10 557	10 693	10 693
Contribution de sécurité immobilière	680	701	632	632
Autres conventions et actes civils	524	466	535	535
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	395	437	386	386
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	231	184	224	224
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	200	239	271	271
Timbre unique	327	382	206	206
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	150
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	9 592	9 523	3 707	3 179
Autres droits et recettes accessoires	2	4	4	4
Amendes et confiscations	45	39	53	53
Taxe générale sur les activités polluantes	162	192	206	206
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	291	175	291	291
Autres droits et recettes à différents titres	28	2	36	36
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	41	40	49	49
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	54	52	53	53
Taxe sur certaines dépenses de publicité	23	24	25	25
Taxe de l'aviation civile	0	0	9	9
Taxe sur les installations nucléaires de base	577	576	577	577
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	29	27	28	28
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	2 198	2 246	2 214	2 214
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	734	741	719	719
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	424	435	431	431
Prélèvement sur les paris sportifs	305	302	287	287
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	60	56	58	58
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	652	661	450	450
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	5	4	4
Autres taxes	374	295	319	319
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	404 604	408 206	387 918	387 422
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	291 322	295 633	284 592	284 097



	Prévisions annuelles	Cumul à fin décembre		
	2017	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	5 079	5 440	3 990	3 990
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	3 017	3 329	1 924	1 924
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	485	576	257	257
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	1 577	1 535	1 809	1 809
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	2 298	2 308	3 191	3 191
Revenus du domaine public non militaire	127	107	218	218
Autres revenus du domaine public	173	169	173	173
Revenus du domaine privé	0	1	56	56
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	960	979	1 590	1 590
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	968	982	968	968
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	60	60	174	174
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	10	11	12	12
Produits de la vente de biens et services (C)	1 082	1 118	847	847
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	425	423	206	206
Autres frais d'assiette et de recouvrement	589	616	575	575
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	50	60	48	48
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	4	3	4	4
Autres recettes diverses	13	14	13	13
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	385	445	874	874
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	95	88	589	589
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	6	5	9	9
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	23	24	37	37
Intérêts des autres prêts et avances	60	103	59	59
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	164	186	141	141
Autres avances remboursables sous conditions	1	1	3	3
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	13	13	13	13
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	23	25	23	23



	Prévisions annuelles	Cumul à fin décembre		
	2017	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	2 006	1 907	2 293	2 293
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	522	484	486	486
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	600	516	994	994
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	50	79	20	20
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	14	10	14	14
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	785	795	746	746
Frais de poursuite	10	10	10	10
Frais de justice et d'instance	12	11	12	12
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	12	2	12	12
Divers (F)	2 591	2 600	5 044	5 044
Reversements de Natixis	45	40	45	45
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur (1)	303	327	2 411	2 411
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	618	618	764	764
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	226	242	300	300
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	222	232	197	197
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	8	7	8	8
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	14	6	14	14
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	9	8	9	9
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	8	8	8	8
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	6	6	5	5
Récupération d'indus	55	30	53	53
Recouvrements après admission en non-valeur	146	139	142	142
Divers versements de l'Union européenne	17	13	17	17
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	22	19	22	22
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	22	30	22	22
Recettes diverses en provenance de l'étranger	2	2	2	2
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	3	3	3	3
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	240	293	219	219
Produits divers	407	406	591	591
Autres produits divers	217	170	212	212
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	13 440	13 818	16 238	16 238

(1) changement de libellé en 2017



	Prévisions annuelles	Cumul à fin décembre		
	2017	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-44 436	-43 781	-46 428	-46 461
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-30 891	-30 877	-33 271	-33 305
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-13	-12	-13	-13
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-74	-44	-62	-62
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-5 548	-5 009	-5 216	-5 216
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-2 053	-1 981	-1 636	-1 636
Dotation élu local	-65	-65	-65	-65
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-41	-47	-44	-44
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	-500	-500	-500	-500
Dotation départementale d'équipement des collèges	-326	-326	-326	-326
Dotation régionale d'équipement scolaire	-661	-661	-661	-661
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	-3	-3	-3	-3
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-3 099	-3 099	-3 324	-3 324
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-536	-533	-626	-626
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement (1)	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-51	-50	-163	-163
Dotation de compensation des produits syndicaux fiscalisés (1)	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011) (1)	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-4	-3	-3	-3
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-83	-83	-83	-83
Dotation exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources (1)	0	0	0	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	-7	-7	-7	-7
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-389	-389	-423	-423
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	-82	-82	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	-9	-9	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-16 360	-16 380	-18 996	-18 996
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-60 796	-60 161	-65 423	-65 457
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux		3 860	3 402	3 402
Fonds de concours - coopération internationale		276	230	230
TOTAL FONDS DE CONCOURS	3 930	4 136	3 632	3 632

(1) suppression en 2017



unité : million d'€.

	Prévisions annuelles 2017			Cumul à fin décembre					
	Dépenses	Recettes	Soldes	Dépenses		Recettes		Soldes	
				2017	2016 exécuté	2017	2016 exécuté	2017	2016 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	78 300	78 692	392	77 441	69 043	78 691	71 934	1 250	2 891
Aides à l'acquisition de véhicules propres	347	347	0	295	235	352	266	57	30
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	1 379	1 379	0	1 362	1 342	1 528	1 421	165	79
Développement agricole et rural	148	148	0	129	129	133	131	4	2
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	377	377	0	343	350	378	377	35	27
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	1 573	1 573	0	1 635	1 502	1 596	1 545	-39	43
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	585	585	0	518	497	434	574	-84	77
Participation de la France au désendettement de la Grèce	239	183	-56	0	0	183	233	183	233
Participations financières de l'Etat	9 200	7 700	-1 500	8 663	4 005	7 912	5 281	-751	1 276
Pensions	57 654	59 872	2 218	57 707	57 027	59 646	57 789	1 939	762
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	408	408	0	401	19	408	84	7	65
Transition énergétique	6 121	6 121	0	6 389	3 936	6 121	4 234	-268	297
Reports de crédits 2016 non consommés	270		-270						
Comptes de concours financiers	126 741	127 639	899	120 672	118 079	120 935	121 662	263	3 582
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	16 464	16 567	102	14 174	13 623	14 227	13 741	53	117
Avances à l'audiovisuel public	3 931	3 931	0	3 931	3 867	3 930	3 868	0	0
Avances aux collectivités territoriales	105 695	106 606	911	102 074	99 573	102 235	100 954	161	1 381
Prêts à des Etats étrangers	550	388	-162	493	745	392	3 058	-101	2 313
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	100	148	48	0	271	151	42	150	-229
Comptes de commerce			3 860	48 222	47 690	52 182	47 938	3 959	247
Approvisionnement de L'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires				619	529	620	586	1	57
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire				167	160	172	162	5	2
Couverture des risques financiers de l'Etat				2 132	2 898	2 132	2 898	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat				600	651	619	656	19	5
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat				43 781	43 382	43 806	43 527	25	145
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes				6	1	8	8	2	7
Opérations commerciales des domaines				43	43	71	73	29	30
Régie industrielle des établissements pénitentiaires				25	25	27	27	2	2
Renouvellement des concessions hydroélectriques				1	0	0	0	-1	0
Soutien financier au commerce extérieur (1)				848	0	4 726	0	3 877	0
Comptes d'opérations monétaires			59	2 518	11 331	1 850	1 051	-667	-10 280
Emission des monnaies métalliques				162	179	253	252	91	73
Opérations avec le Fonds Monétaire International				2 287	11 128	1 563	774	-725	-10 354
Pertes et bénéfices de change				69	24	35	24	-34	1
TOTAL COMPTES SPECIAUX			5 209	248 853	246 143	253 658	242 585	4 805	-3 558
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)			5 209	246 565	235 015	252 095	241 810	5 530	6 795

(1) création en 2017



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2016	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2017
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	445	-14	431
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	1	11
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	287	142	429
	Total organismes à caractère financier	742	129	870
	CEPL			
	Régions	1 866	438	2 304
	Départements	5 232	1 060	6 292
	Communes	23 185	1 186	24 371
	HLM	567	-225	343
	Autres	22 134	1 688	23 822
	Total CEPL	52 984	4 148	57 132
	Etablissements publics de santé	5 010	93	5 103
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	10 693	723	11 416
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	3 774	435	4 209
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 818	415	3 232
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	862	310	1 171
	Total établissements publics nationaux	18 146	1 883	20 029
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	6 124	3 031	9 155	
Union européenne	3 786	-19	3 767	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	52	5	56	
GIP	662	118	780	
EPL	2 305	66	2 371	
Autres correspondants	12 464	-4 720	7 745	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	41	8	49	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	15 525	-4 523	11 001	
Total Dépôts de fonds du Trésor	102 316	4 742	107 058	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	9	9	18
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	9	9	18
Total Passif (A)		102 325	4 751	107 076
Créances résultant des placements des deniers pupillaires	0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		102 324	4 751	107 075



	Solde au 31/12/2016	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2017
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 620 619	65 513	1 686 132
Titres négociables à moyen et long terme	1 486 694	72 965	1 559 659
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 451 194	108 465	1 559 659
<i>dont - taux fixe</i>	1 251 637	106 248	1 357 885
<i>- taux variable</i>	180 172	1 486	181 658
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	35 500	-35 500	0
<i>dont - taux fixe</i>	35 500	-35 500	0
<i>- taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	133 925	-7 452	126 473
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	133 925	-7 452	126 473
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	7 135	34	7 169
TOTAL (A+B+C)	1 627 754	65 547	1 693 301



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois.
Les chiffres « exécutés » 2016 correspondent aux données publiées l'année dernière.
Les chiffres « retraités » 2016 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2017.

Autorisation d'engagement (AE)

Les AE constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Budgets annexes (BA)

Le budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » (BACEA) retrace les recettes et les dépenses de la direction générale de l'aviation civile (DGAC).

Le budget annexe « Publication officielle et information administrative » (BAPOIA) retrace les recettes et les dépenses de la direction de l'information légale et administrative (DILA).

Les données de solde de ces budgets annexes sont transmises par les gestionnaires sous le contrôle de leurs comptes.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dettes financières de l'Etat

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours (FDC)

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes (PSR)

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

Remboursements et Dégrevements (R&D)

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.